

# LA THESAURISATION DE LA DEMARCHE STRATEGIQUE OU L'ERREUR FATALE DU CONTINENT AFRICAIN

Professeur Assiba David JOHNSON  
Ancien Directeur à l'Ecole Supérieure de Commerce de Clermont  
Ancien Chef du département Stratégie et Politique Générale d'entreprise de l'E.S.C Clermont  
Ancien Responsable de l'enseignement des Mathématiques de l'E.S.C Clermont  
Consulting Manager on Strategic and Operations Management  
Université de Paris 12/Val de Marne  
[Johnson@univ-paris12.fr](mailto:Johnson@univ-paris12.fr)

Dès l'indépendance des états africains, leurs dirigeants furent confrontés aux problèmes de développement économique en apparence à l'abri d'interventions néo-impériales ou néo-coloniales. La majorité de ces dirigeants à l'exclusion de quelques uns crurent bon de faire un jeu individuel, en s'inspirant des modèles soit d'économie de marché, soit d'économie planifiée ou dirigée, tout en faisant fi de leur aliénation culturelle et des frustrations que durent subir leurs peuples, ignorant ainsi la ré-appropriation de leur histoire.

L'expérience aidant le maître mot n'était-il pas le développement, sous la fureur de l'enthousiasme, on assista ici et là à des plaquages voire des transpositions ; privilégiant le court terme au long terme sans aucune **démarche stratégique** mais consolidant au demeurant la pérennité des industries et des commerces dont les seules vertus furent la croissance de l'import-export ou des cultures d'exportation à la faveur de la sous alimentation des peuples africains aux visages parfois faméliques.

En outre, on galvaudait souvent le terme de détérioration des termes de l'échange pour expliquer les maux profonds des économies africaines ; certes, il ne s'agissait pas de facteurs non négligeables. Mais hélas ! ceux-ci étaient mis à toutes les sauces pour se donner bonne conscience.

Nous nous devrions de reconnaître que l'acquisition du savoir et du savoir-faire, l'innovation, la créativité furent loin de la réflexion des dirigeants. Cette absence favorisait ainsi la sous alimentation de l'esprit, de la pensée et des ventres déjà affamés.

Ne serait-il pas judicieux à ce stade d'interroger l'histoire ? En effet, s'il y a au monde un peuple qui pose problème quant à son développement, sans risque de se tromper, dans la modernité, on ne peut que retenir comme candidat privilégié le négro-africain bien qu'il fut à l'origine de la civilisation.

Doit-on reconnaître que des peuples connurent asservissement, décadence de leur civilisation, pourtant tentèrent de se réveiller et réussirent.

Illustrons :

Bien que les romains traitèrent les gaulois de sales copieurs, saurait-on nier que la Gaule d'aujourd'hui figure au rang des puissances, n'en est-il pas de même du Japon avec son retournement de situation depuis l'échec d'Hiroshima ? Nous voyons ainsi la nécessité d'une **rétrospective d'une réalité politique**.

Bafoués dans leur dignité au nom d'une idéologie, exterminés au nom d'une logique de profit qui continue de prendre sur leurs têtes dès que les mécanismes économiques mettent en exergue de nouveaux modes de régulations, les négro-africains avaient l'espoir que

l'indépendance transformerait leur situation sur l'échiquier des rapports de force ; c'était oublier les forces rémanentes de l'esprit humain dominateur, l'infatuation, la grandiloquence, l'orthodoxie, l'intégrisme doctrinal de domination et le mépris racial.

Cette ère de l'indépendance était à la suite d'événements qu'il est important de caractériser pour suivre l'évolution historique de l'échec des hommes politiques africains. Toutefois, ne devait-on pas d'observer que les puissances impériales affaiblies par des luttes intestines et fratricides, se virent contraintes de changer leur weltanschauung ou leur vision du monde ?

Puisque ces africains avaient participé à la première et à la deuxième guerre mondiale, il devenait donc inadmissible de leur interdire l'émancipation que légitimement ils réclamaient. La finesse stratégique consista à desserrer l'étau, avant qu'il ne soit trop tard.

Sans rentrer dans les détails qui suggèreraient l'examen d'historiens compétents, sans complexe aucun et sans concession aucune, on peut dire que les hommes politiques africains n'ont pas su appréhender que l'indépendance se méritait et que toute négligence à son sujet replongerait leur continent dans un assujettissement perpétuel.

## L'INDEPENDANCE ACQUISE

Au nom d'une spécificité africaine, l'élite politique de l'indépendance souhaitait trouver une voie africaine, au nom d'une efficacité politique on passait rapidement d'un multipartisme à un parti unifié où les partis d'opposition se trouvaient éliminés par coalition et par absorption.

On débouchait ainsi sur une prétendue "excellence politique", à savoir l'établissement d'un parti unique ou le monopole politique, celui-ci se justifiait par trois arguments principaux : instrument d'intégration nationale, instrument de modernisation nationale, instrument d'homogénéité sociale. Et l'on connaît la suite, absence durable de liberté, absence d'efficacité. Telle est la responsabilité de ces hommes politiques qui ont eu une indépendance sans consistance. Au demeurant, ceux-ci n'ont guère été à la mesure des enjeux, suite à une courte vue et à un égoïsme exacerbé, le tout couronné d'un manque de **vision stratégique ou prospective**.

## DEMARCHE STRATEGIQUE AVONS-NOUS DIT ?

Elle est au cœur des questions de développement socio-économique. L'Afrique focalise la discussion et maintes énergies sur la dimension politique comme s'il s'agissait de la seule la variable. Au risque de choquer nous voudrions signifier que celle-ci se laisse enfermer trivialement dans le schème formel ci-après :

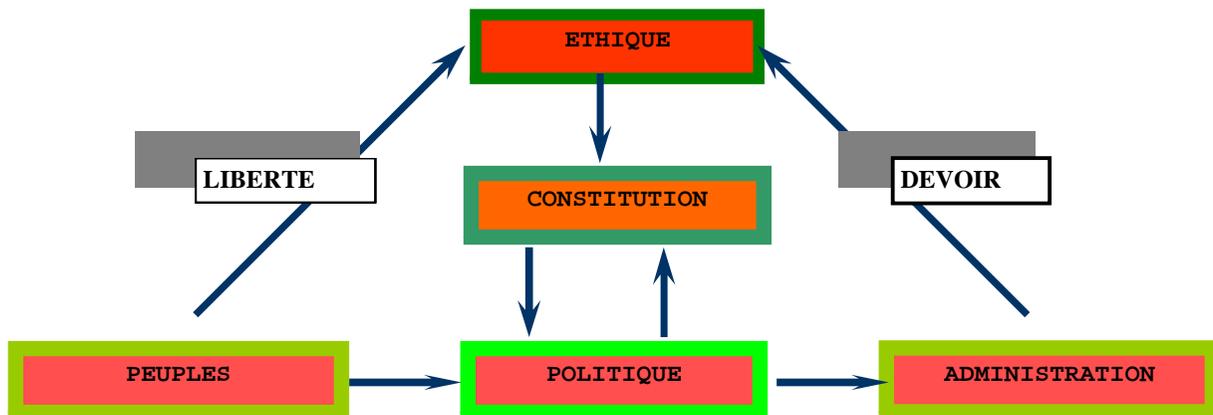


Fig. : Triangle fondamental du système politique

**Le non respect des règles est équivalent au problème économique du free rider ou du passager clandestin**

qui appelle les interrogations suivantes :

1. **Y a t-il une constitution idéale ?**
2. **Pour accéder au pouvoir quelle stratégie un individu ou un parti doit-il employer ?**
3. **Quelle stratégie pour rester au pouvoir ?**
4. **Quels objectifs sert-on en réalité ?**

et d'ajouter que tout débat politique n'est-il pas qu'un conflit entre des intérêts contradictoires ?

A ces différentes interrogations, on ne saurait apporter des réponses univoques, d'où la nécessité d'un consensus général qui fondera la paix sociale.

Le consensus général n'étant rien d'autre que la constitution qui à son tour n'est que la cristallisation suprême de l'**éthique sociale** de la société.

DE L'ETHIQUE !

Elle est le point focal qui met en exergue les règles et les devoirs auxquels les hommes doivent tous obéissance ; ce que les Athéniens du V<sup>e</sup> siècle avant notre ère caractérisaient par l'**isonomia** c'est-à-dire vote égal ou égalité devant la loi qui allait de pair avec l'**isogoria** à savoir l'expression publique de tous les citoyens.

A la lumière de ce qui précède et de l'analyse des situations de crises politiques, il ressort que l'**instabilité institutionnelle** des démocraties émergentes n'est évidemment que le viol ou la désobéissance aux règles définies avec consensus.

Ces viols de démocratie, de libertés et leur nocivité nous éloignent de l'un des problèmes fondamentaux, à savoir la création de la richesse sociale par la **valorisation des ressources de la nation**. L'Afrique ne se laisse t-elle pas abuser en faisant la part trop belle au facteur politique alors **qu'il s'agit simplement de respecter l'éthique sociale !**

DE LA NECESSITE D'UNE DEMARCHE STRATEGIQUE

Force est de rappeler que les sociétés ne se transforment que par l'un ou l'autre des deux moteurs : le peuple ou le pouvoir. Dans certaines périodes de l'histoire, le changement est porté par le peuple ; dans d'autres ; il est imposé par le pouvoir ; dans d'autres, il ne se produit pas ; enfin en démocratie il se produit par alternance politique.

Pourquoi l'alternance politique ?

Elle est une composante essentielle de l'excellence politique débouchant évidemment sur une autre vision du monde et ipso facto sur un **projet de société**, car lorsqu'on a le pouvoir, on peut faire beaucoup mieux que dire : on peut faire ; entre les mains on a plus que la plume, c'est à dire les manettes de la nation. Polichinelle est ce secret !

Comme il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait d'où il vient en paraphrasant Sénèque, je me permets de souligner que nos peuples n'ont jamais eu depuis les indépendances à choisir entre différents projets de société.

J'aboutis par conséquent à la nécessité d'une politique économique. En effet, il s'agit de gagner les élections par la politique économique. Mais cette politique n'est elle pas réalisée par des

hommes politiques sanctionnés par des élections ? Que veulent-ils ces dirigeants ? Faire le bien, ils nous en rabattent les oreilles.

De nos jours, la situation économique globale n'est elle pas le sujet sur lequel les gouvernements sont jugés ?

Je retiendrai qu'elle est la principale question politique. Cependant, en Afrique, le gros des discussions électorales n'en a cure. Je dis que tout semble se passer comme si les problèmes de chômage, de revenus, de prix, d'inflation, de déficits extérieur et public sont ignorés.

L'élite politique africaine prétend que l'élection récompense la mauvaise action et mieux encore elle définit le bien comme étant le mauvais pour le peuple, par cynisme elle laisse savoir que ses électeurs votent son maintien. On ne rappellera pas assez la règle de la démocratie : ce qui est bon pour le peuple l'est pour le gouvernement. Par syllogisme n'est ce pas en déduire que les électeurs sont pour la médiocratie ?

A mon avis, à la suite de DESCARTES, la chose du monde la mieux partagée (le bon sens) s'en écarterait.

Ignorant comment fonctionne un système économique comme celui de l'Afrique, ne prévoyant pas ce qui est très prévisible dans l'économie nationale et mondiale, n'ayant donc point ou partie de solutions triviales aux problèmes tout au contraire créant ceux-ci par leurs actions ou réactions, telles sont les actions de nos bienfaiteurs publics.

Il y a mieux, ôter des revenus à ceux qui ont le plus besoin, laisser des personnes mourir de faim, de mal santé ; si l'on désire un remède plus radical pour supprimer toute l'Afrique subsaharienne nous voilà servis. Au lieu de nous parler de déficit extérieur, nos nations souffrent de déficit de matières grises. Elles sont victimes de l'incompréhension arrogante du "bluff" à l'expertise qui fait profession de comprendre.

L'économie africaine est mal née et non malmenée. Il s'agit d'une économicide dont les déterminants sont l'inculture historique, économique, scientifique, technologique, le manque de vision particulièrement frappant et singulièrement grave d'une élite se voulant progressiste, en d'autres mots l'absence de **démarche stratégique**.

Je signifie que la sortie de nos crises structurelles passent par les interrogations suivantes :

Où voudrait-on aller ?

- Valeur, aspiration, but des décideurs
- Vocation du projet de société

Où peut-on songer aller ?

- Etude de l'évolution de l'environnement, c'est à dire l'analyse des facteurs et des acteurs
- Analyse des menaces et des opportunités

Où peut-on aller ?

- Mise en lumière du potentiel réel

Où va – t –on ?

- Elaboration d'une stratégie

Où décide t-on d'aller

Implémentation ou mise en œuvre

A travers cette **démarche stratégique**, les différents volets de la politique économique.

- La politique monétaire
- La politique industrielle et scientifique
- La politique budgétaire
- La politique de distribution des revenus
- Etc...

reposeront sur un volontarisme qui est un passage obligé et minimal pour un succès dans la réussite du projet de société librement choisi conformément au respect de **l'ETHIQUE** sociale.